

# Au-delà les frontières : Les Africains pour un développement auto-déterminé et sceptiques quant au libre-échange

Dépêche No. 492<sup>1</sup> d'Afrobarometer | Josephine Appiah-Nyamekye Sanny et Jaynisha Patel

## Résumé

La Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECA) a démarré ses activités le 1er janvier 2021, promettant aux ressortissants de toutes les couches socio-économiques la possibilité de participer à la croissance économique dans la plus grande zone de libre-échange du monde. Signée par 54 pays africains, et ratifiée par 28 (African Business, 2021), avec un produit intérieur brut combiné d'environ 2 200 milliards de dollars américains, la ZLECA devrait accroître les volumes de commerce et d'investissement transfrontaliers, et permettre des transferts de technologies et une hausse des revenus, afin de sortir 30 millions d'Africains de l'extrême pauvreté d'ici 2035 (Abrego et al., 2020 ; Banque Mondiale, 2020a).



Ambitieuse à souhait, la ZLECA se heurte à une multitude d'obstacles à sa mise en œuvre effective, des difficultés liées aux infrastructures commerciales, au capital humain et aux technologies de l'information et de la communication, aux considérations stratégiques et réglementaires non encore résolues, notamment l'absence d'une monnaie d'échange commune (Albert, 2019 ; Erasmus, 2020).

Les embûches – et les enjeux – sont d'autant plus importants du fait de la pandémie de COVID-19, qui bouleverse les schémas d'interconnexion en Afrique et dans le monde, et met en exergue la vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement mondiales (Chudik et al., 2020 ; Banque Mondiale, 2020a). Selon la Banque Mondiale (2020b), toutes les régions du monde ont subi un ralentissement de la croissance. Les perspectives économiques mondiales évaluent à 3% la contraction des économies d'Afrique subsaharienne en 2020 (Fonds Monétaire International, 2020). Pour ce qui est des économies africaines qui dépendent de l'exploitation et de l'exportation de ressources naturelles à travers l'agriculture, l'exploitation minière et la sylviculture (Hawker, 2020), les perturbations majeures de la chaîne d'approvisionnement ne font que renforcer le besoin d'autosuffisance.

Dans le même temps, l'aide au développement en faveur du continent a marqué un temps d'arrêt. Selon les statistiques sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le Développement (2020), l'aide au développement exprimée en pourcentage du produit national brut s'est maintenue entre 2,3% et 2,8% au cours de la dernière décennie et devrait diminuer, étant donné que les pays développés réduisent leurs budgets consacrés à

<sup>1</sup> Une version antérieure de cette dépêche, basée sur les données de 18 pays sondés avant que la pandémie de la COVID-19 n'impose une suspension des travaux de terrain du Round 8, a été publiée comme Dépêche d'Afrobarometer No. 433.

l'aide au développement en raison de la pression croissante exercée par leurs populations et visant à les inciter à allouer des ressources à l'interne (Wintour, 2021).

Le succès de la mise en œuvre de la ZLECA face à ces pressions requiert une volonté politique ainsi que l'adhésion de l'Africain lambda dont le travail, le capital et les connaissances sont les éléments vitaux d'un marché unique.

Les enquêtes d'Afrobarometer réalisées dans 34 pays africains en 2019/2021 suggèrent que de nombreux Africains ne sont toujours pas convaincus des avantages du libre-échange. Des proportions non négligeables de la population – plus de la moitié dans certains pays – sont sceptiques quant à l'ouverture de leurs frontières aux entreprises et produits d'autres pays ou régions, préférant que leur gouvernement protège les producteurs nationaux. En pratique, la plupart affirment qu'il est difficile de traverser les frontières internationales dans leur région pour aller travailler ou faire du commerce.

Pour ce qui est du développement, la majorité des Africains sont ouverts à l'influence économique et politique des États-Unis, de la Chine et d'autres acteurs internationaux. Mais ils sont plus portés sur l'auto-détermination que sur les prêts extérieurs et l'interdépendance mondiale.

## Enquêtes d'Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et évaluations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Huit rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un total de 39 pays depuis 1999. Les enquêtes au titre du Round 8 couvrent 34 pays – 18 pays sondés entre juillet 2019 et avril 2020, et 16 sondés (après une suspension en raison de la pandémie de COVID-19) entre octobre 2020 et juillet 2021.

Afrobarometer réalise des entretiens face à face dans la langue choisie par le répondant avec un échantillon national représentatif qui produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%.

Cette analyse de 34 pays s'appuie sur les données de 48.048 entretiens (voir le Tableau A.1 en annexe pour la liste des pays et les dates des travaux sur le terrain). Les données sont pondérées afin d'obtenir des échantillons représentatifs à l'échelle nationale. Tous les pays sont pondérés à égalité (plutôt que proportionnellement à la taille de la population) dans le calcul des moyennes régionales ou continentales. Les chiffres ayant été arrondis, les totaux indiqués pourraient varier d'un point de pourcentage par rapport à la somme des sous-catégories.

## Résultats clés

### *Le libre-échange*

- En moyenne à travers 34 pays, les Africains sont presque également divisés dans leurs opinions sur le libre-échange : 46% soutiennent les politiques qui protègent les entreprises nationales, tandis que 51% préfèrent la libre circulation transfrontalière.
  - La résistance à la libre circulation transfrontalière est particulièrement forte au Sénégal (71%), en Tunisie (70%), au Botswana (64%) et au Lesotho (63%).
- Mais la majorité (59%) souhaitent que leurs gouvernements autorisent les magasins de détail appartenant à des étrangers en vue d'assurer un choix varié de biens de consommation à bas prix.
- La majorité (59%) des Africains sont également favorables à la libre circulation des personnes et des biens par-delà les frontières internationales dans leur région. Le

Botswana (68%), le Gabon (52%) et l'Afrique du Sud (51%) sont les seuls pays où plus de la moitié des citoyens préfèrent la limitation de la circulation transfrontalière dans la région.

- D'un pays à l'autre, les niveaux de soutien à la libre circulation transfrontalière ont considérablement évolué au fil du temps, avec notamment une hausse de 33 points de pourcentage au Maroc et une régression de 27 points en Sierra Leone depuis 2014/2015.
- En moyenne, les Africains des régions Ouest et Est sont plus favorables à une politique de libre-échange que les Africains des régions Sud, Centre, et Nord.
- Dans les faits, seuls deux sur 10 Africains (22%) déclarent qu'il leur est facile de traverser les frontières pour aller travailler ou faire du commerce.
  - En moyenne, dans 31 pays sondés depuis 2014/2015, les déclarations selon lesquelles le franchissement des frontières est difficile ont augmenté de 14 points de pourcentage.
  - Les Nigériens, Marocains et Ivoiriens sont beaucoup plus susceptibles de faire état de difficultés à traverser les frontières qu'en 2014/2015.

### *L'aide au développement*

- Deux tiers (65%) des Africains souhaiteraient que leur pays finance son développement national sur fonds propres plutôt que de faire appel à des prêts extérieurs.
  - La préférence pour le développement sans assistance extérieure est prédominante dans tous les pays sondés à l'exception du Cabo Verde, de l'Éthiopie, de l'Angola et de Maurice.
- Les Africains sont partagés quant à savoir si l'aide et les prêts extérieurs devraient être assortis de conditions.
  - Une petite majorité (55%) s'opposent à des conditionnalités strictes des donateurs/bailleurs de fonds quant à l'utilisation de ces fonds.
  - Un peu plus de la moitié (51%) ne veulent pas entendre parler des conditionnalités exigeant que les pays bénéficiaires promeuvent la démocratie et les droits de l'homme. Ils sont toutefois presque aussi nombreux (46%) à se réjouir de ces conditionnalités.
- En dépit de leurs réserves quant aux conditions liées à l'aide étrangère, les Africains se réjouissent généralement de l'influence économique et politique de la Chine (63%), des États-Unis (60%) et d'autres puissances, ainsi que de l'Union Africaine, des Nations Unies et des organismes régionaux.

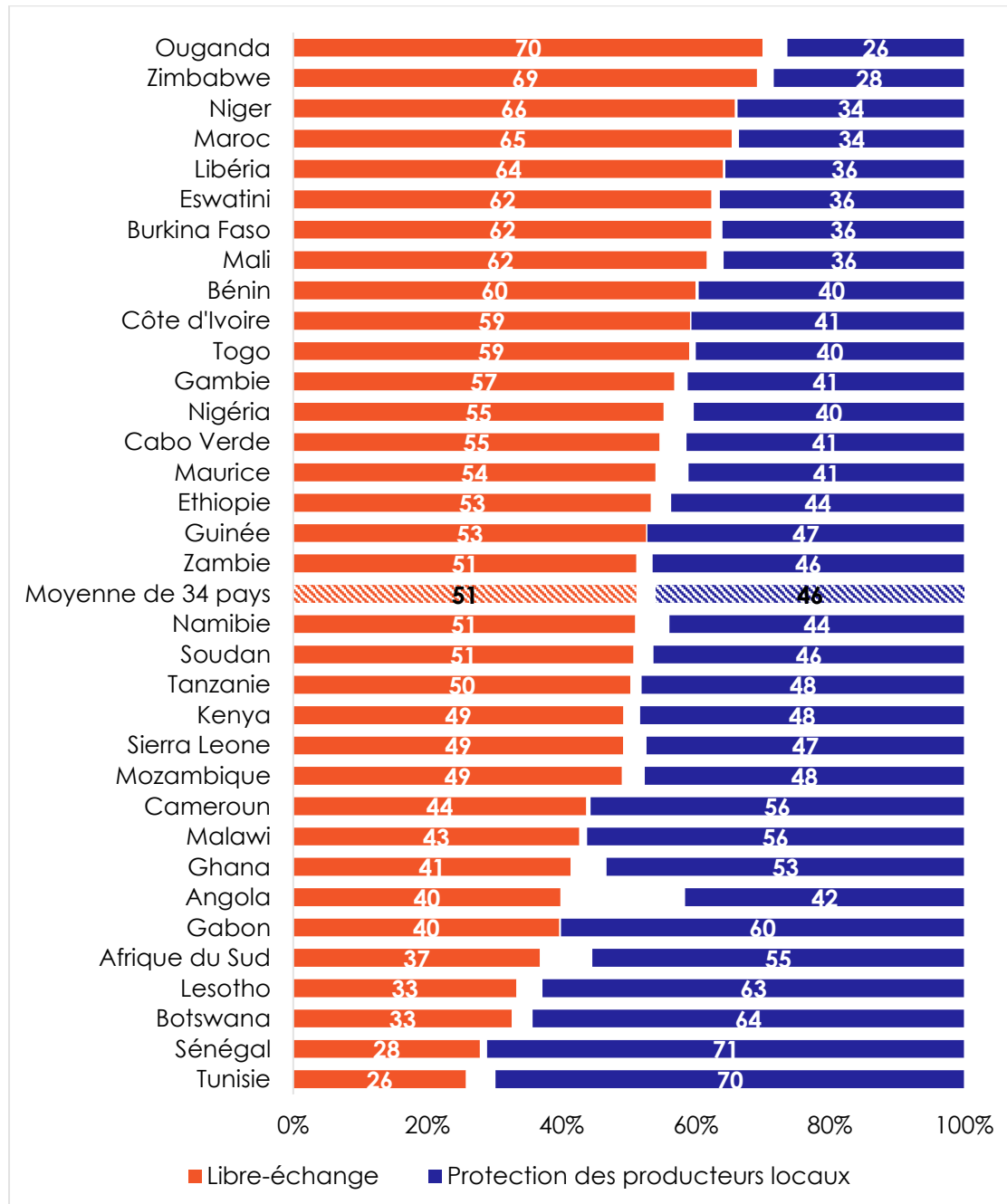
### **Commerce et mouvements transfrontaliers**

La mise en œuvre de la ZLECA nécessite de bien appréhender la façon dont les Africains perçoivent l'intégration économique. La présente section explore les opinions populaires sur le libre-échange et la libre circulation transfrontalière des personnes à des fins professionnelles. Il en ressort que le continent est profondément divisé, avec de grandes variations d'un pays à l'autre.

En moyenne, les Africains sont presque également divisés quant à leur position sur le libre-échange. Dans les 34 pays sondés, la moitié (51%) des répondants affirment que leur pays doit s'ouvrir aux importations pour se développer, mais presque autant (46%) sont favorables à une limitation du libre-échange en vue de protéger les producteurs locaux (Figure 1).

Le soutien au libre-échange est le plus élevé en Ouganda (70%), au Zimbabwe (69%) et au Niger (66%). Mais des majorités tout aussi fortes soutiennent le protectionnisme en faveur des producteurs locaux au Sénégal (71%) et en Tunisie (70%). (Voir Stuurman, 2020, pour une étude plus détaillée des opinions des pays membres de l'Union Douanière d'Afrique Australe (SACU)).

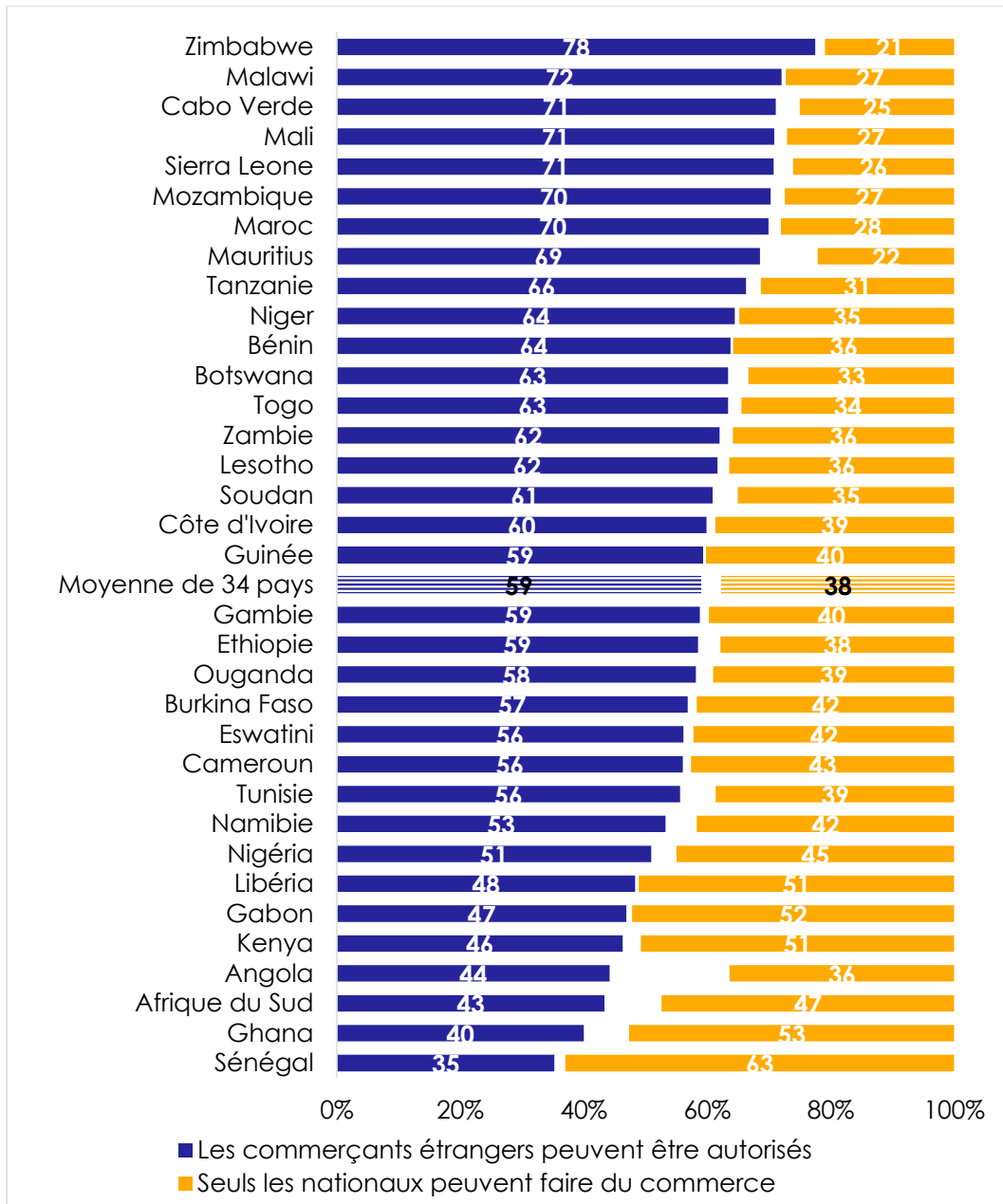
**Figure 1 : Libre-échange ou protection des producteurs locaux | 34 pays | 2019/2021**



**Question posée aux répondants:** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ? (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)  
 Affirmation 1: Afin de se développer, notre pays devrait faire du commerce avec le reste du monde, y compris en acceptant l'importation de produits étrangers.  
 Affirmation 2: Pour se développer, notre pays devrait compter sur sa propre production et protéger les producteurs de la compétition étrangère.

Même si la moitié des Africains souhaitent que les producteurs locaux soient protégés, ils sont nettement moins nombreux (38%) à vouloir limiter leur choix de biens de consommation aux produits locaux. Dans 34 pays, une majorité (59%) préfèrent que leur gouvernement continue d'autoriser les étrangers à installer des commerces dans le pays afin de leur garantir un choix varié de biens de consommation à faible coût (Figure 2).

**Figure 2 : Commerce par les nationaux uniquement ou autorisation des étrangers**  
 | 34 pays | 2019/2021



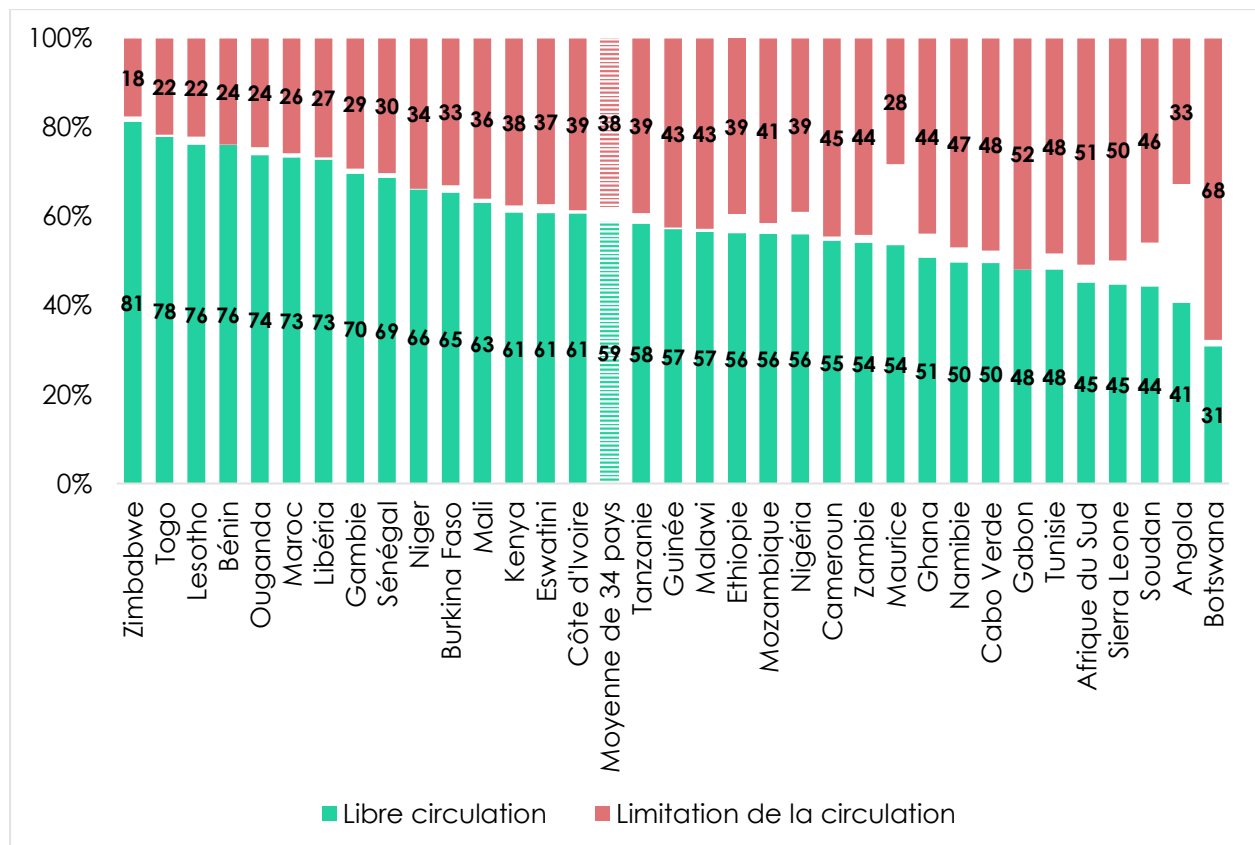
**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ? (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)  
 Affirmation 1 : Le gouvernement ne devrait autoriser que les citoyens et les compagnies de notre propre pays à commercialiser les biens de consommation, même si cela se traduit par moins de biens ou des prix plus élevés.  
 Affirmation 2 : Le gouvernement devrait continuer à autoriser les étrangers et leurs compagnies à installer des boutiques dans ce pays pour assurer un large choix de biens de consommation bon marché.

Seuls cinq pays enregistrent des majorités favorables à la limitation du commerce de détail à leurs propres citoyens : le Sénégal (63%), le Ghana (53%), le Gabon (52%), le Libéria (51%) et le Kenya (51%). Inversement, plus de sept répondants sur 10 sont favorables à la présence de commerçants étrangers au Zimbabwe (78%), au Malawi (72%), au Cabo Verde (71%), en Sierra Leone (71%) et au Mali (71%).

Pour beaucoup d'Africains qui font du commerce ou travaillent dans des pays voisins, la possibilité de traverser les frontières internationales revêt une importance capitale. Des sondages antérieurs d'Afrobarometer ont démontré que les principales raisons invoquées par les Africains pour expliquer leur désir d'émigrer sont la recherche du travail et la fuite des difficultés économiques, et que leur préférence allait à un autre pays de la région (Sanny, Logan, & Gyimah-Boadi, 2019). La circulation transfrontalière a alimenté dans certains pays des attitudes hostiles aux immigrants et xénophobes (Human Rights Watch, 2020). Dans les 34 pays sondés en 2019/2021, une majorité (59%) des répondants sont favorables à la libre circulation transfrontalière des personnes pour raisons professionnelles, tandis que quatre sur 10 (38%) préfèrent limiter la circulation transfrontalière des personnes et des biens (Figure 3).

Les pays dont les citoyens sont les plus ouverts à la libre circulation transfrontalière sont le Zimbabwe (81%), le Togo (78%), le Lesotho (76%) et le Bénin (76%). Les Botswanais sont de loin les plus favorables à la limitation de la circulation transfrontalière (68%), suivis des Gabonais (52%), des Sud-Africains (51%) et des Sierra-Léonais (50%).

**Figure 3 : Liberté ou limitation de la circulation transfrontalière | 34 pays | 2019/2021**



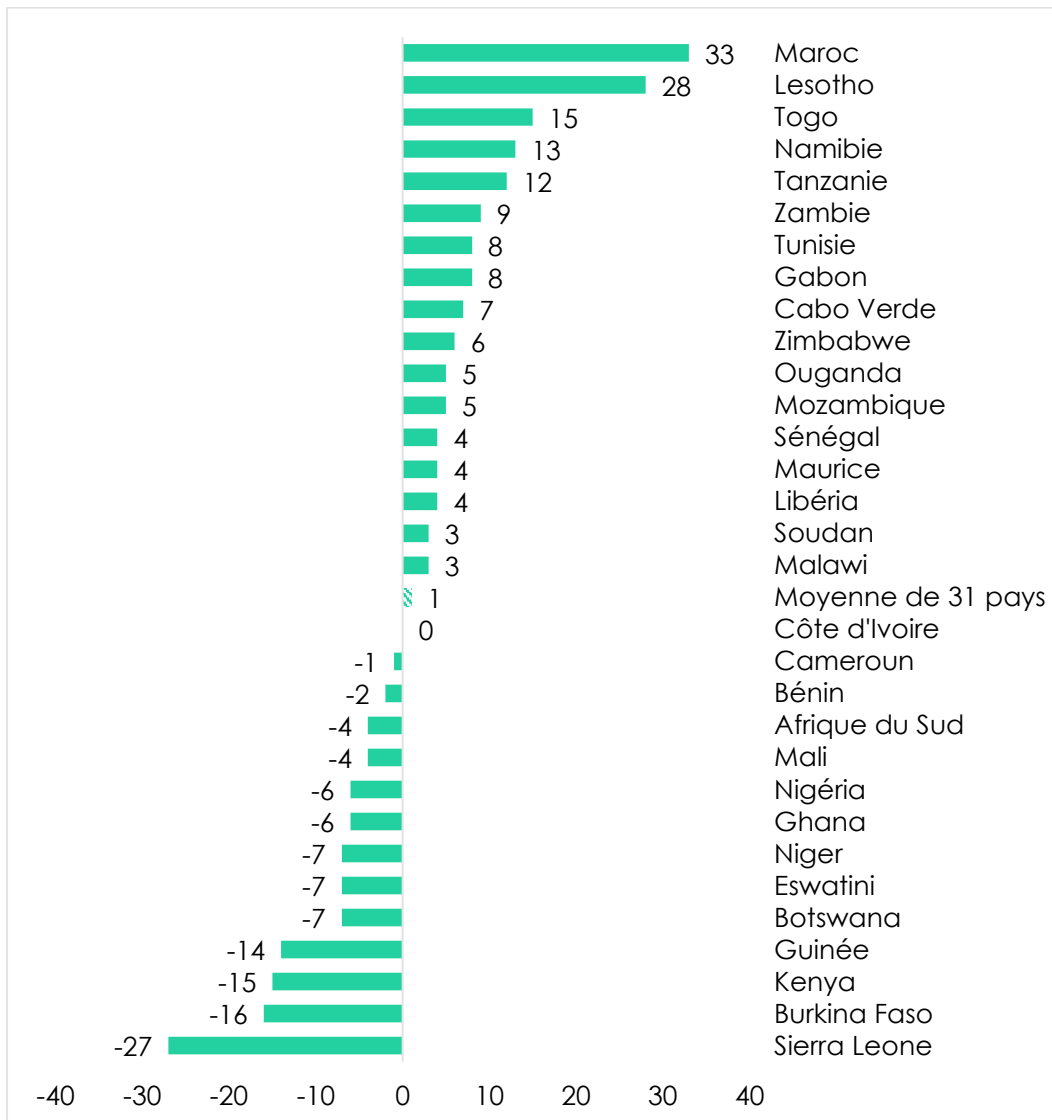
**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ? (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Affirmation 1 : Les personnes vivant [dans votre région] devraient pouvoir traverser librement les frontières internationales pour faire du commerce ou travailler dans d'autres pays.

Affirmation 2 : Pour mieux protéger leurs citoyens, les gouvernements devraient limiter les mouvements transfrontaliers des personnes et des biens.

En moyenne dans 31 pays régulièrement sondés depuis 2014/2015, la préférence à la libre circulation transfrontalière demeure pratiquement inchangée (Figure 4). Toutefois, des régressions à deux chiffres du soutien à la libre circulation sont enregistrées en Sierra Leone (-27 points de pourcentage), au Burkina Faso (-16 points), au Kenya (-15 points) et en Guinée (-14 points). En revanche, cinq pays affichent une hausse à deux chiffres du soutien à la libre circulation transfrontalière : le Maroc (+33 points de pourcentage), le Lesotho (+28 points), le Togo (+15 points), la Namibie (+13 points), et la Tanzanie (+12 points).

**Figure 4 : Évolution du soutien à la libre circulation transfrontalière (en points de pourcentage) | 31 pays\* | 2014-2021**



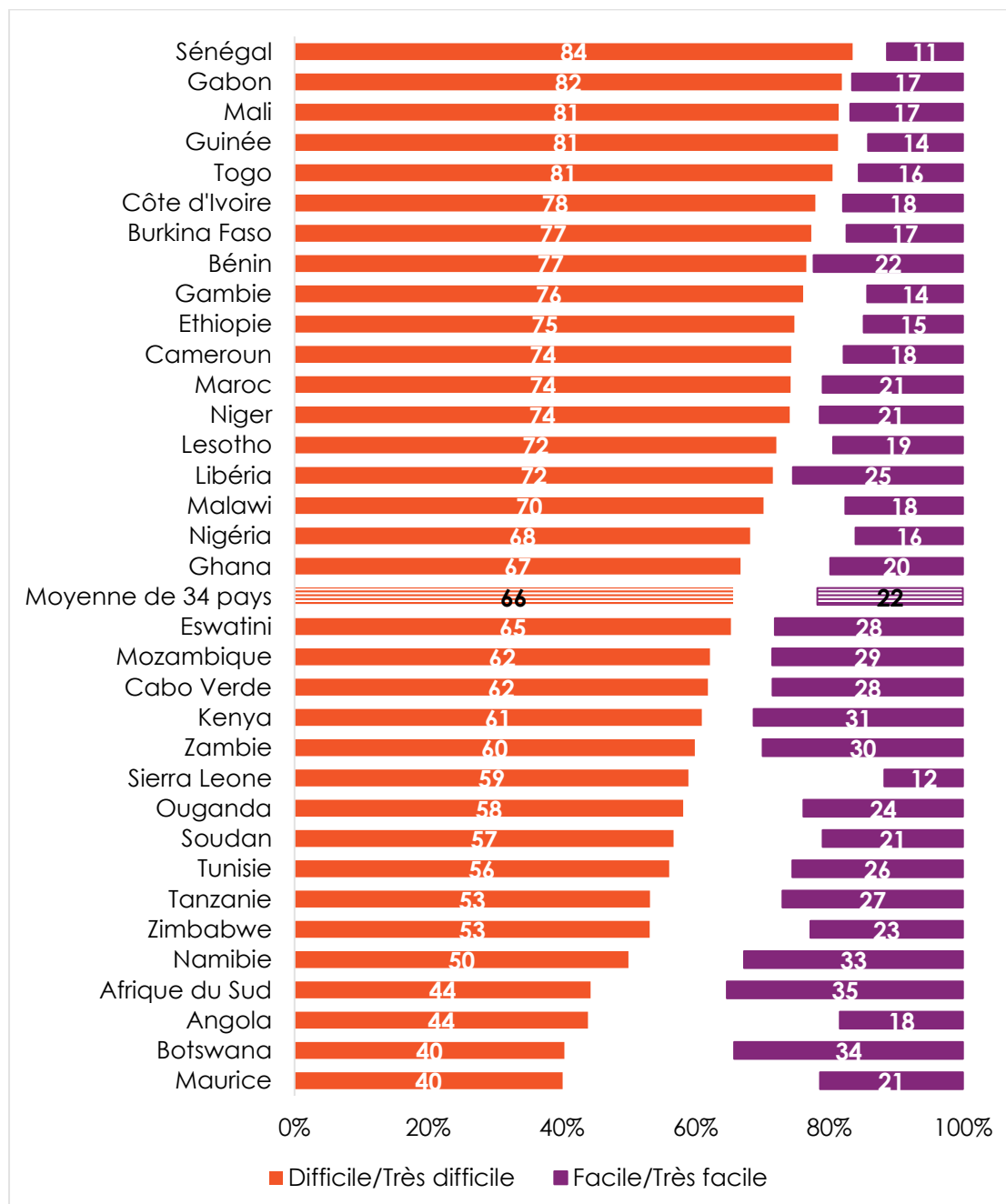
La figure montre l'évolution, en points de pourcentage, entre les rounds d'enquêtes de 2014/2015 et 2019/2021, de la proportion des répondants qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » pour que des habitants de leur région puissent librement traverser les frontières internationales.

Malgré des avis mitigés sur la circulation libre des frontières internationales, la plupart des Africains s'accordent à dire qu'en pratique, il n'est pas facile de le faire. En moyenne, deux tiers (66%) des répondants déclarent qu'il est « difficile » ou « très difficile » de traverser les frontières pour aller travailler ou faire du commerce (Figure 5).



Les citoyens des pays francophones d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique Centrale sont les plus sensibles à la difficulté de traverser les frontières pour aller travailler ou faire du commerce : le Sénégal (84%), le Gabon (82%), le Mali (81%), la Guinée (81%), le Togo (81%), la Côte d'Ivoire (78%), le Burkina Faso (77%) et le Bénin (77%). La difficulté perçue des mouvements transfrontaliers est la plus faible dans six pays d'Afrique australe – Maurice (40%), le Botswana (40%), l'Angola (44%) et l'Afrique du Sud (44%), la Namibie (50%) et le Zimbabwe (53%) – même si, même dans ces pays, les répondants qui affirment que ces mouvements sont difficiles sont plus nombreux que ceux qui les estiment faciles.

**Figure 5 : Difficulté à traverser les frontières | 34 pays | 2019/2021**

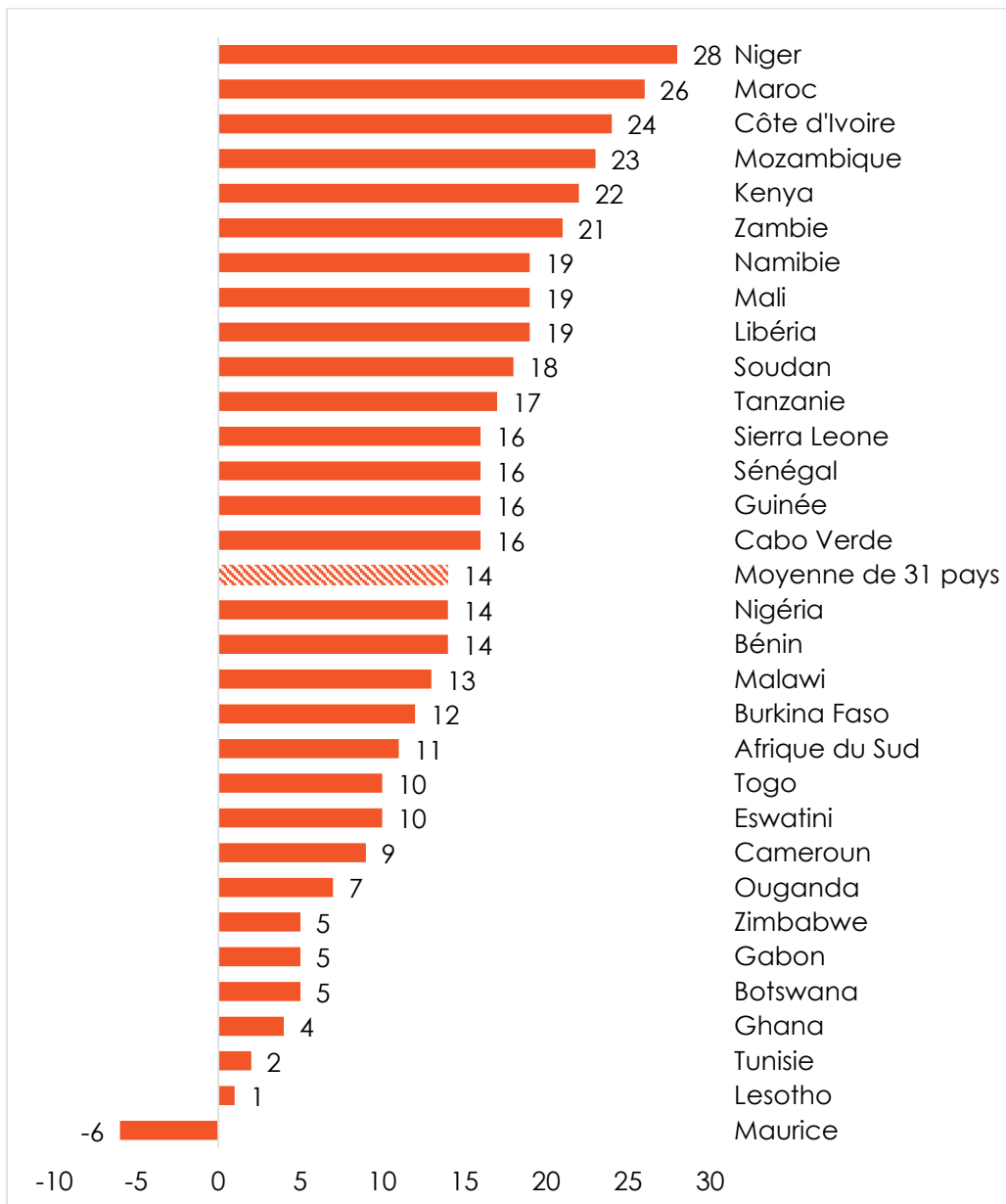


**Question posée aux répondants :** Selon vous, à quel point est-il facile ou difficile pour les populations de [insérer région] de traverser les frontières internationales pour travailler ou faire du commerce dans les autres pays, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?



La traversée des frontières pour des visées professionnelles ou commerciales semble être de plus en plus difficile pour de nombreux Africains. Dans les 31 pays où cette question a été posée en 2014/2015 et en 2019/2021, la proportion des répondants qui affirment que la traversée des frontières est difficile s'est accrue de 14 points de pourcentage (Figure 6). Maurice, une île, est le seul pays où cette perception a régressé (-6 points de pourcentage). On observe les hausses les plus importantes au Niger (+28 points), au Maroc (+26 points), en Côte d'Ivoire (+24 points), en Mozambique (+23 points), au Kenya (+22 points) et en Zambie (+21 points).

**Figure 6 : Évolution de la difficulté perçue à traverser les frontières (en points de pourcentage) | 31 pays\* | 2016-2021**

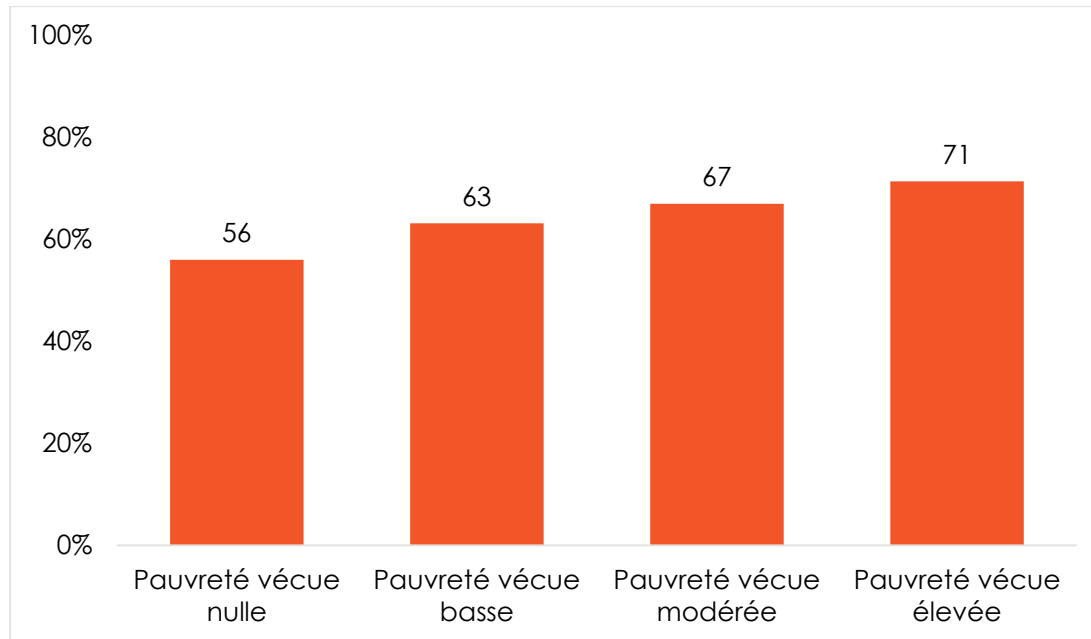


La figure montre l'évolution, en points de pourcentage, entre les rounds d'enquêtes de 2016/2018 et 2019/2020, de la proportion des répondants qui affirment que la traversée des frontières internationales est « difficile » ou « très difficile ». Une valeur positive indique qu'il devient plus difficile de traverser les frontières dans la région.

\*L'Angola et l'Éthiopie n'ont pas été sondés en 2016/2018.

Les personnes les plus économiquement vulnérables du continent sont aussi celles qui ne peuvent pas se déplacer pour travailler ou faire du commerce dans d'autres pays. Les répondants en situation de pauvreté vécue élevée<sup>2</sup> sont de 15 points de pourcentage plus susceptibles que les personnes qui affichent un niveau nul de pauvreté vécue de déclarer que la traversée des frontières est difficile (71% contre 56%) (Figure 7).

**Figure 7 : Difficulté à traverser les frontières** | par niveau de pauvreté vécue  
 | 34 pays | 2019/2021



**Question posée aux répondants :** Selon vous, à quel point est-il facile ou difficile pour les populations de [votre région] de traverser les frontières internationales pour travailler ou faire du commerce dans les autres pays, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer? (% qui répondent « difficile » ou « très difficile »)

Le Tableau 1 résume les indicateurs relatifs à l'ouverture aux échanges commerciaux et aux mouvements internationaux et à la difficulté que rencontrent les individus à traverser les frontières.

Au niveau régional, il est évident que le soutien à la libéralisation du commerce et des mouvements – les trois premières colonnes – est considérablement plus bas dans l'Afrique Centrale (représentée seulement par deux pays, le Cameroun et le Gabon) que dans les autres régions.

Si les Africains de l'Est et de l'Ouest offrent un soutien relativement marqué sur les trois indicateurs d'ouverture, les Africains du Sud et du Nord sont un peu moins disposés à soutenir le libre-échange (la première colonne).

<sup>2</sup> L'indice de Pauvreté Vécue (IPV) d'Afrobarometer mesure les niveaux de dénuement matériel des répondants en leur demandant la fréquence à laquelle eux-mêmes ou leur famille ont manqué de produits de première nécessité (assez de nourriture, assez d'eau, assez de soins médicaux, assez de combustible pour cuisiner et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes (2020), pour davantage d'informations sur la pauvreté vécue.

**Tableau 1 : Résumé des indicateurs d'ouverture | 34 pays | 2019/2021**

	Soutien au libre-échange	Soutien aux commerçants étrangers	Soutien à la libre circulation transfrontalière	Facilité de circulation transfrontalière
<b>Afrique de l'Est</b>				
Ethiopie	53%	59%	56%	15%
Kenya	49%	46%	61%	31%
Malawi	43%	72%	57%	18%
Maurice	54%	69%	54%	21%
Tanzanie	50%	66%	58%	27%
Ouganda	70%	58%	74%	24%
Zambie	51%	62%	54%	30%
<b>Moyenne (7 pays)</b>	<b>53%</b>	<b>62%</b>	<b>59%</b>	<b>24%</b>
<b>Afrique de l'Ouest</b>				
Bénin	60%	64%	76%	22%
Burkina Faso	62%	57%	65%	17%
Cabo Verde	55%	71%	50%	28%
Côte d'Ivoire	59%	60%	61%	18%
Gambie	57%	59%	70%	14%
Ghana	41%	40%	51%	20%
Guinée	53%	59%	57%	14%
Libéria	64%	48%	73%	25%
Mali	62%	71%	63%	17%
Niger	66%	64%	66%	21%
Nigéria	55%	51%	56%	16%
Sénégal	28%	35%	69%	11%
Sierra Leone	49%	71%	45%	12%
Togo	59%	63%	78%	16%
<b>Moyenne (14 pays)</b>	<b>55%</b>	<b>58%</b>	<b>63%</b>	<b>18%</b>
<b>Afrique Australe</b>				
Angola	40%	44%	41%	18%
Botswana	33%	63%	31%	34%
Eswatini	62%	56%	61%	28%
Lesotho	33%	62%	76%	19%
Mozambique	49%	70%	56%	29%
Namibie	51%	53%	50%	33%
Afrique du Sud	37%	43%	45%	35%
Zimbabwe	69%	78%	81%	23%
<b>Moyenne (8 pays)</b>	<b>47%</b>	<b>59%</b>	<b>55%</b>	<b>27%</b>
<b>Afrique Centrale</b>				
Cameroun	44%	56%	55%	18%
Gabon	40%	47%	48%	17%
<b>Moyenne (2 pays)</b>	<b>42%</b>	<b>51%</b>	<b>51%</b>	<b>17%</b>
<b>Afrique du Nord</b>				
Maroc	65%	70%	73%	21%
Soudan	51%	61%	44%	21%
Tunisie	26%	56%	48%	26%
<b>Moyenne (3 pays)</b>	<b>47%</b>	<b>62%</b>	<b>55%</b>	<b>23%</b>
<b>Moyenne de 34 pays</b>	<b>51%</b>	<b>59%</b>	<b>59%</b>	<b>22%</b>
	<b>&gt;=60%</b>	<b>50-59%</b>	<b>40-49%</b>	
	<b>30-39%</b>	<b>20-29%</b>	<b>&lt;20%</b>	

Le Bénin, le Mali, le Niger, le Maroc et le Zimbabwe sont les seuls pays à afficher des taux élevés de soutien à l'ouverture pour les trois indicateurs. L'Ouganda, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Libéria, le Togo et l'Eswatini affichant les taux les plus élevés pour deux indicateurs et ne se situent que légèrement en dessous pour le troisième.

Les Angolais et les Gabonais n'expriment qu'un soutien modeste à l'ouverture pour l'ensemble des trois indicateurs.

Le Botswana et le Lesotho présentent des tendances plus contradictoires. Les Botswanais présentent l'un des plus faibles niveaux de soutien à la liberté du commerce et des mouvements, tout en étant très favorables à l'idée d'autoriser les commerçants étrangers à opérer dans leur pays. Un grand nombre de Basotho rejettent le libre-échange mais sont favorables à l'acceptation des commerçants étrangers et à la libre circulation transfrontalière.

Passant du soutien à la libéralisation à son vécu – c'est-à-dire à la facilité rapportée du franchissement des frontières – aucune région ne présente une moyenne supérieure à environ un sur quatre citoyens qui déclarent qu'il est facile de traverser les frontières : 27% au Sud, 24% à l'Est et 23% au Nord. En Afrique de l'Ouest et Centrale, moins d'un sur cinq répondants (18% et 17%, respectivement) déclarent qu'il est facile de traverser les frontières dans la région.

## Perceptions de la coopération pour le développement

Les Africains souhaitent majoritairement que leurs pays soient indépendants et déterminent eux-mêmes leur affaires démocratiques et économiques. Deux tiers (65%) affirment que leurs pays devraient financer leur développement sur fonds propres, même si cela implique de payer plus d'impôts. Seuls trois sur 10 (30%) souhaiteraient que leurs gouvernements recourent à des prêts extérieurs pour financer le développement national (Figure 8).

La préférence pour le développement sans assistance étrangère est majoritaire dans 30 des 34 pays sondés, dont plus de trois quarts des citoyens au Gabon (83%), au Sénégal (79%), au Libéria (78%), au Niger (77%), en Tunisie (77%) et en Tanzanie (76%). Les seuls pays dont moins de la moitié des citoyens préfèrent l'auto-détermination à l'aide extérieure sont le Cabo Verde (42%), l'Ethiopie (47%), l'Angola (48%) et Maurice (49%).

En moyenne, la majorité (55%) des répondants estiment que les bailleurs de fonds ou organismes prêteurs étrangers devraient permettre aux gouvernements de déterminer eux-mêmes des modalités de consommation des ressources. Une minorité non négligeable (42%)

préfèrent cependant des conditions rigoureuses pour encadrer l'utilisation des ressources (Figure 9).

La moitié ou plus encore des citoyens rejettent les conditionnalités rigoureuses des prêteurs dans 24 des 34 pays, y compris de grandes majorités au Sénégal (73%), au Niger

(70%) et en Tunisie (70%). Les Malawites et les Zambiens sont partagés à égalité sur la question (49% partout).

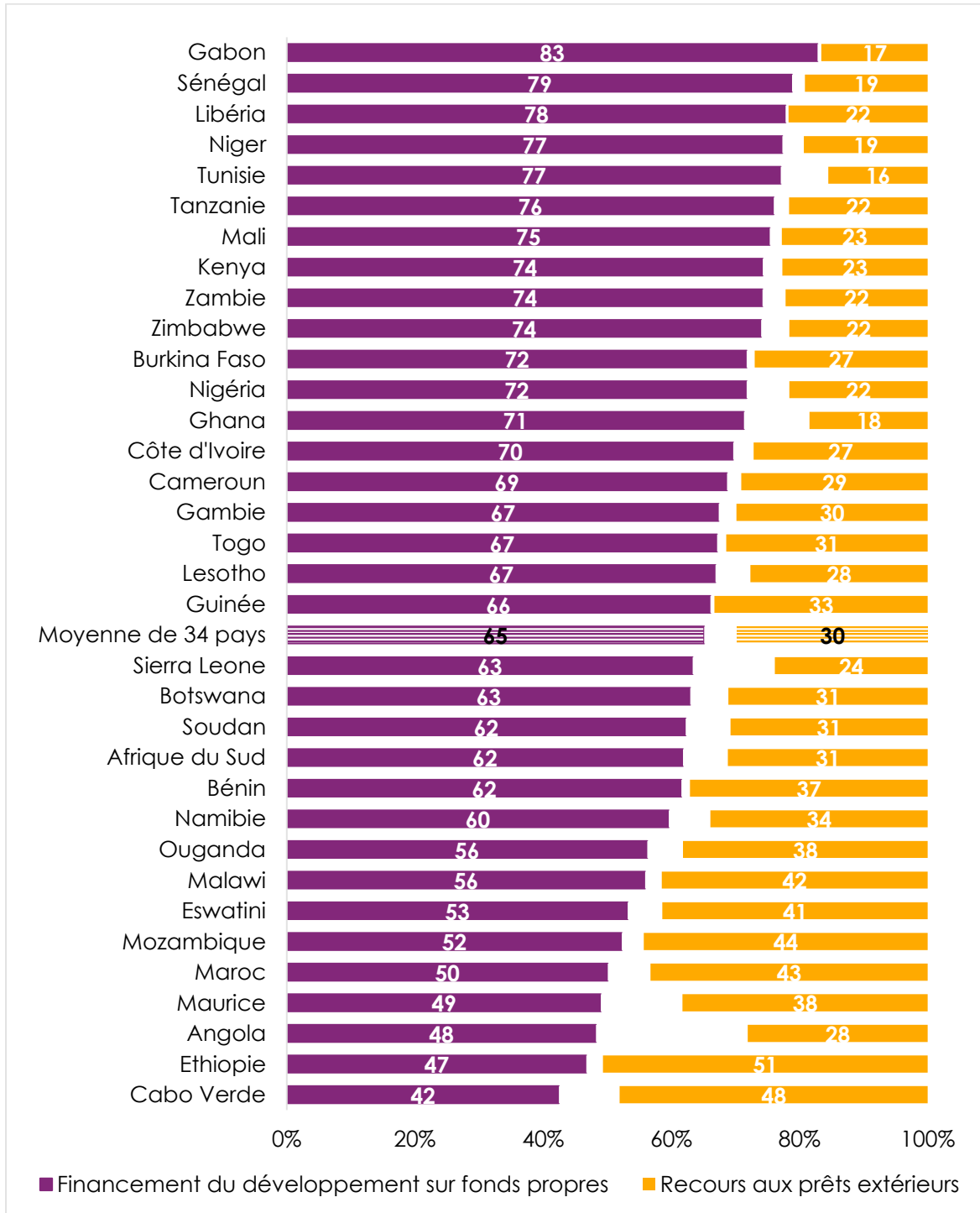
Le soutien aux conditionnalités est le plus élevé au Libéria (60%) suivi du Gabon (55%), de l'Eswatini (53%), de la Sierra Leone (53%) et de Maurice (51%). Si l'Angola fait partie des pays qui soutiennent le moins le libre arbitre du gouvernement (42%), il enregistre également la plus grande proportion de citoyens qui ne sont d'accord avec aucune des options ou « ne savent pas » (23%).

---

Faites votre propre analyse des données d'Afrobarometer – quels que soient la question, le pays et le round d'enquête. C'est facile et gratuit à l'adresse [www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

---

**Figure 8 : Financement du développement national : fonds propres ou prêts extérieurs ?** | 34 pays | 2019/2021

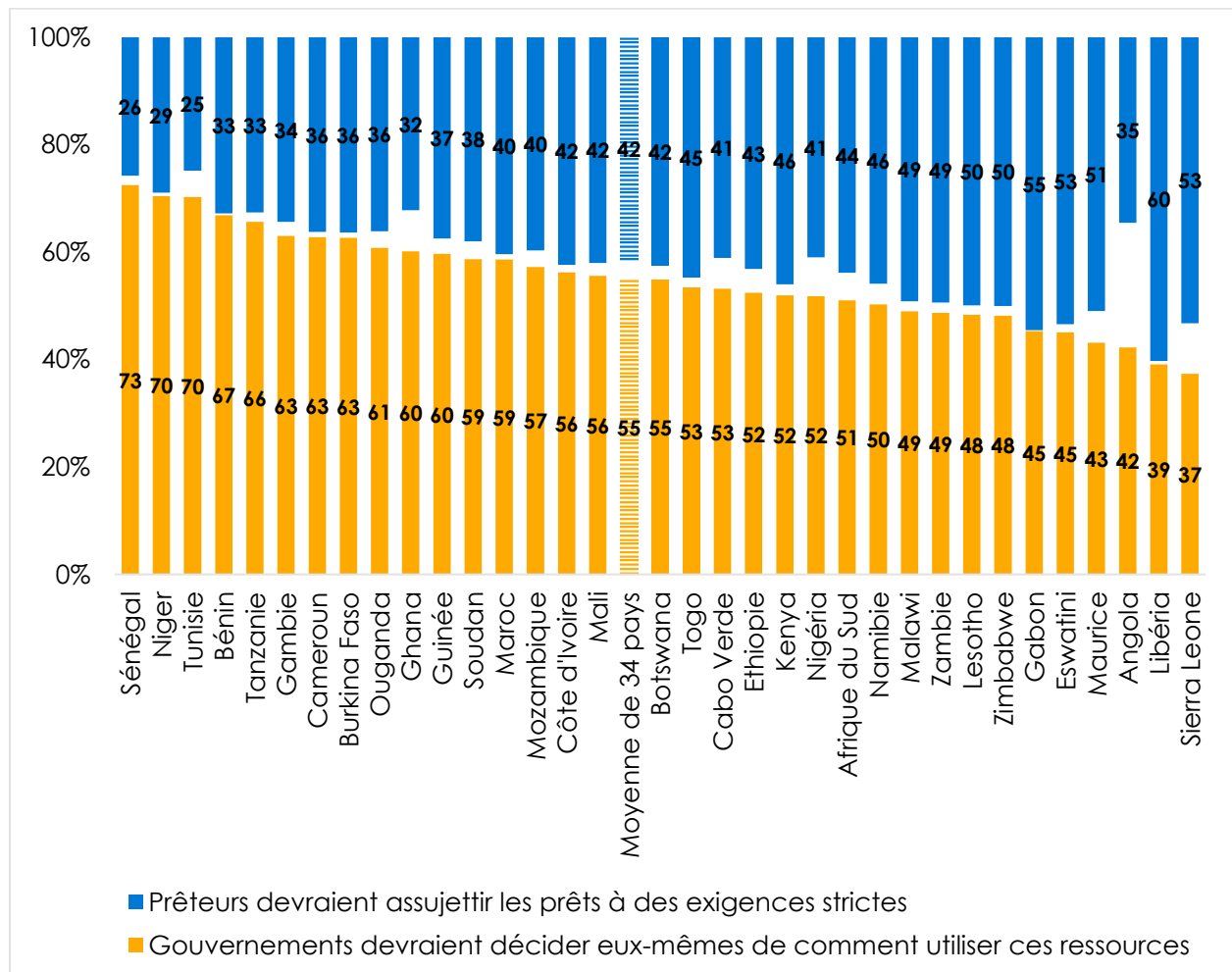


**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ? (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Affirmation 1 : Il est important en tant que nation indépendante que nous financions notre développement sur nos propres ressources même si cela signifie qu'il faille payer davantage d'impôts et de taxes.

Affirmation 2 : Nous devrions utiliser les prêts extérieurs pour le développement du pays, même si cela accroît notre endettement vis-à-vis des pays et institutions étrangers.

**Figure 9 : Conditionnalités relatives à l'affectation des prêts** | 34 pays | 2019/2021



**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

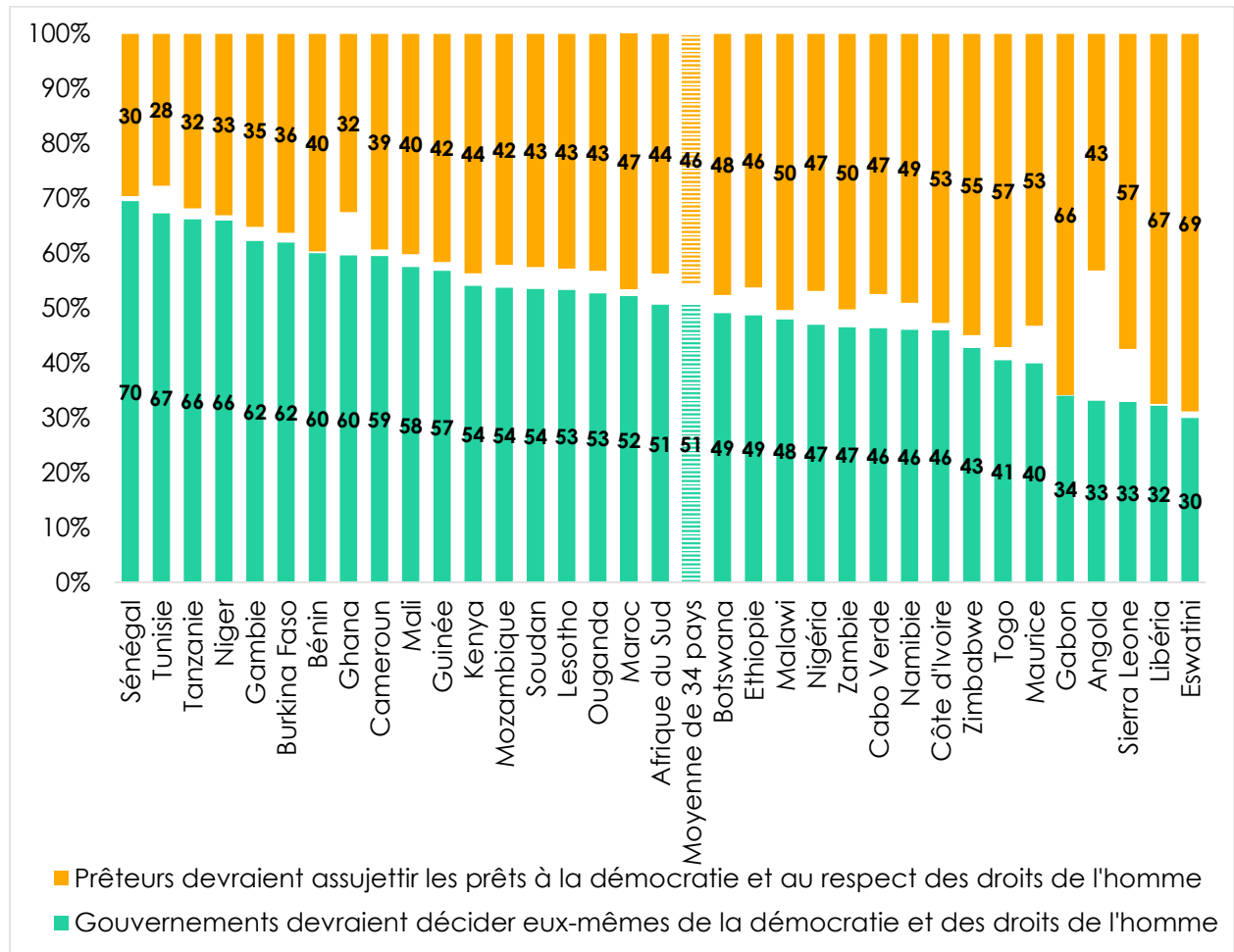
Affirmation 1 : Lorsque d'autres pays accordent des prêts ou de l'aide au développement à [ce pays], ils devraient imposer des exigences strictes sur comment dépenser ces fonds.

Affirmation 2 : Lorsque d'autres pays accordent des prêts ou de l'aide au développement à ce [pays], ils devraient permettre à notre gouvernement de décider lui-même de comment utiliser ces ressources. (% des répondants qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Les Africains sont davantage divisés sur la question de savoir si les donateurs et prêteurs devraient s'assurer que les pays bénéficiaires de l'aide promeuvent la démocratie et respectent les droits de l'homme. En moyenne, un peu plus de la moitié (51%) des répondants souhaiteraient que leur gouvernement puisse décider librement des questions relatives à la démocratie et aux droits de l'homme. Mais presque autant (46%) souhaiteraient que l'aide soit assortie de ces conditionnalités (Figure 10).

Comme pour la question des conditionnalités relatives à l'affectation des ressources, les Sénégalais (70%) et les Tunisiens (67%) sont les plus attachés au libre arbitre de leurs gouvernements pour ce qui est des décisions politiques. En revanche, deux tiers des répondants en Eswatini (69%), au Libéria (67%) et au Gabon (66%) préfèrent des conditionnalités basées sur la démocratie/les droits de l'homme, tout comme des majorités au Togo (57%), en Sierra Leone (57%, au Zimbabwe (55%), à Maurice (53%) et en Côte d'Ivoire (53%).

**Figure 10 : Les prêts devraient-ils être conditionnés à la promotion de la démocratie et au respect des droits de l'homme ? | 34 pays | 2019/2021**



**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1: Lorsque d'autres pays accordent des prêts ou de l'aide au développement à [ce pays], ils devraient imposer des exigences strictes pour s'assurer que notre gouvernement promeuve la démocratie et le respect des droits humains.

Affirmation 2: Même si d'autres pays accordent des prêts ou de l'aide au développement à [ce pays], notre gouvernement devrait décider lui-même à propos de la démocratie et des droits humains. (% des répondants qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Le Tableau 2 récapitule les résultats par pays sur les trois indicateurs relatifs aux attitudes vis-à-vis de l'aide au développement. Il apparaît clairement que le soutien aux conditionnalités (deux dernières colonnes) est peu corrélé à la préférence globale pour le financement du développement au moyen de prêts extérieurs (première colonne). Par exemple, l'Eswatini est l'un des pays où le soutien aux conditionnalités est le plus élevé et où la préférence pour le recours aux prêts extérieurs est relativement forte, tandis qu'au Gabon, un soutien élevé aux conditionnalités s'oppose à une très faible préférence pour le recours aux prêts extérieurs.

La plupart des citoyens en Tunisie, au Sénégal, au Ghana et au Niger optent pour l'auto-détermination, avec un faible soutien à l'utilisation de l'aide extérieure au développement et une large opposition aux conditionnalités liées à ces ressources.



**Tableau 2 : Résumé des attitudes vis-à-vis de l'aide au développement | 34 pays**  
| 2019/2021

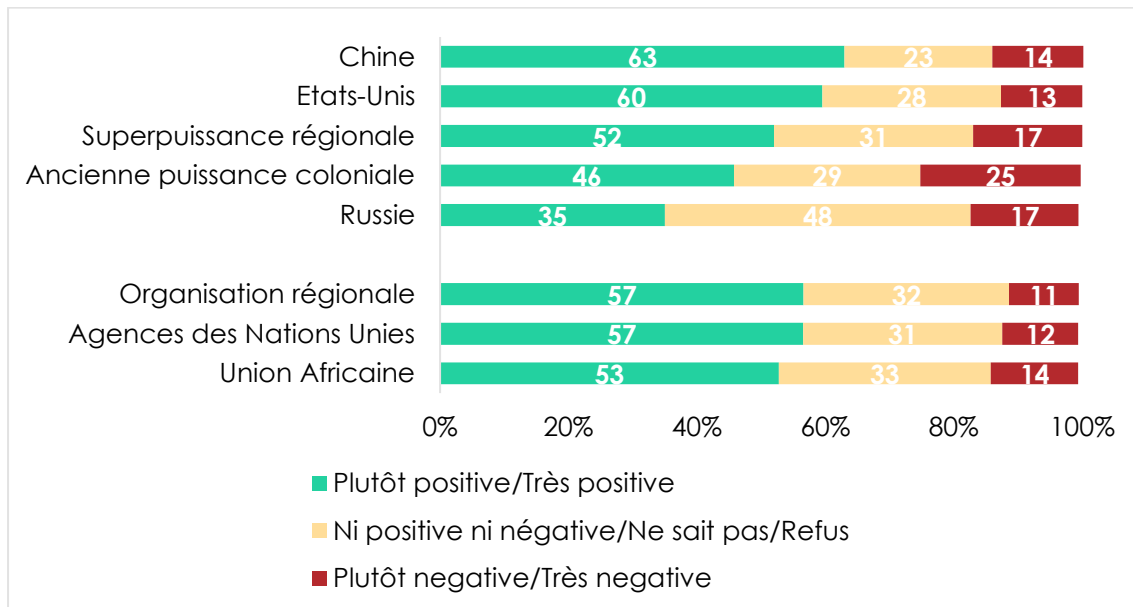
	Recours à des prêts extérieurs	Prêts doivent être assortis de conditions strictes par les prêteurs	Prêts doivent être conditionnés à la promotion de la démocratie et du respect des droits de l'homme
Eswatini	41%	53%	69%
Libéria	22%	60%	67%
Gabon	17%	55%	66%
Sierra Leone	24%	53%	57%
Togo	31%	45%	57%
Zimbabwe	22%	50%	55%
Maurice	38%	51%	53%
Côte d'Ivoire	27%	42%	53%
Malawi	42%	49%	50%
Zambie	22%	49%	50%
Namibie	34%	46%	49%
Botswana	31%	42%	48%
Cabo Verde	48%	41%	47%
Nigéria	22%	41%	47%
Maroc	43%	40%	47%
Ethiopie	51%	43%	46%
Afrique du Sud	31%	44%	44%
Kenya	23%	46%	44%
Ouganda	38%	36%	43%
Angola	28%	35%	43%
Lesotho	28%	50%	43%
Soudan	31%	38%	43%
Mozambique	44%	40%	42%
Guinée	33%	37%	42%
Mali	23%	42%	40%
Bénin	37%	33%	40%
Cameroun	29%	36%	39%
Burkina Faso	27%	36%	36%
Gambie	30%	34%	35%
Niger	19%	29%	33%
Ghana	18%	32%	32%
Tanzanie	22%	33%	32%
Sénégal	19%	26%	30%
Tunisie	16%	25%	28%
Moyenne de 34 pays	30%	42%	46%
	<20%	20-29%	30-39%
	40-49%	>=50%	

## De qui l'influence est-elle la bienvenue ?

Les organisations internationales et les puissances étrangères peuvent exercer une influence en Afrique, non seulement à travers les prêts ou l'aide au développement, mais aussi à travers d'autres types d'engagements économiques et politiques. Les Africains apprécient-ils l'influence de ces acteurs extérieurs, ou y résistent-ils ?

Les Africains ont une perception beaucoup plus souvent positive que négative des pouvoirs extérieurs. Six sur 10 Africains environ considèrent positive l'influence de la Chine (63%) et des États-Unis (60%), contre seulement 14% et 13%, respectivement, qui la considèrent négative (Figure 11) (voir également Sanny & Selormey, 2020).

**Figure 11 : Appréciation des influences externes** | 34 pays\* | 2019/2021



**Question posée aux répondants :** En général, pensez-vous que l'influence économique et politique sur [ce pays] de chacun des organisations et pays suivants est plutôt positive, plutôt négative, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

\*Note: La question portant sur l'influence d'une superpuissance régionale n'a pas été posée au Kenya. Par ailleurs, la question portant sur l'influence d'une ancienne puissance coloniale n'a pas été posée en Ethiopie, de même que celle portant sur l'influence de la Russie n'a pas été posée au Botswana, en Ethiopie, au Ghana, au Kenya, au Malawi, en Namibie et en Ouganda.

La moitié environ se félicite de l'influence de la superpuissance régionale de leur pays (l'Afrique du Sud, le Nigéria,<sup>3</sup> le Kenya ou l'Algérie) (52%) et de l'ancienne puissance coloniale (la Grande-Bretagne, la France, le Portugal ou l'Allemagne) (46%). L'influence de la Russie est moins fréquemment considérée positive (35%), même si presque la moitié (48%) ne se prononcent ni dans un sens ni dans l'autre et que seule une petite minorité (17%) expriment une appréciation négative.

Les perceptions relatives aux agences de développement et organismes régionaux sont également majoritairement positives: 53% d'avis positifs contre 14% d'avis négatifs pour l'Union Africaine (UA), 57% contre 11% pour les agences des Nations Unies, et 57% contre 12% pour les principales organisations régionales (la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Autorité Intergouvernementale pour le Développement

<sup>3</sup> Au Nigéria, cette question était relative au Ghana.

(IGAD), la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), l'Union du Maghreb Arabe (UMA) et la Communauté Economique des États de l'Afrique Centrale/Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEEAC/CEMAC)).

De grandes proportions (de 23% à 48%) de répondants se gardent de donner une évaluation positive ou négative de ces influences externes, répondant « Ni positive ni négative », « Ne sait pas » ou refusant tout simplement de répondre à la question.

La plupart des pays évaluent plus positivement l'influence de leurs organisations régionales que celle de l'UA, les écarts les plus importants apparaissant au Lesotho (15 points de pourcentage), au Botswana (12 points), en Tunisie (11 points) et au Cameroun (11 points). L'Éthiopie et le Maroc sont des exceptions où l'influence de l'UA surpasse celle de l'organisme régional (52% contre 45% et 50% contre 40%, respectivement) (Figure 12).

Les opinions relatives à l'influence des superpuissances et des anciennes puissances coloniales varient considérablement d'un pays à l'autre. L'influence de la Chine est considérée la plus positive au Bénin (88%), au Cabo Verde (85%), en Eswatini (82%) et au Mali (81%), tandis que les États-Unis sont les mieux accueillis au Libéria (88%), au Cabo Verde (85%) et au Maroc (85%) (Figure 13).

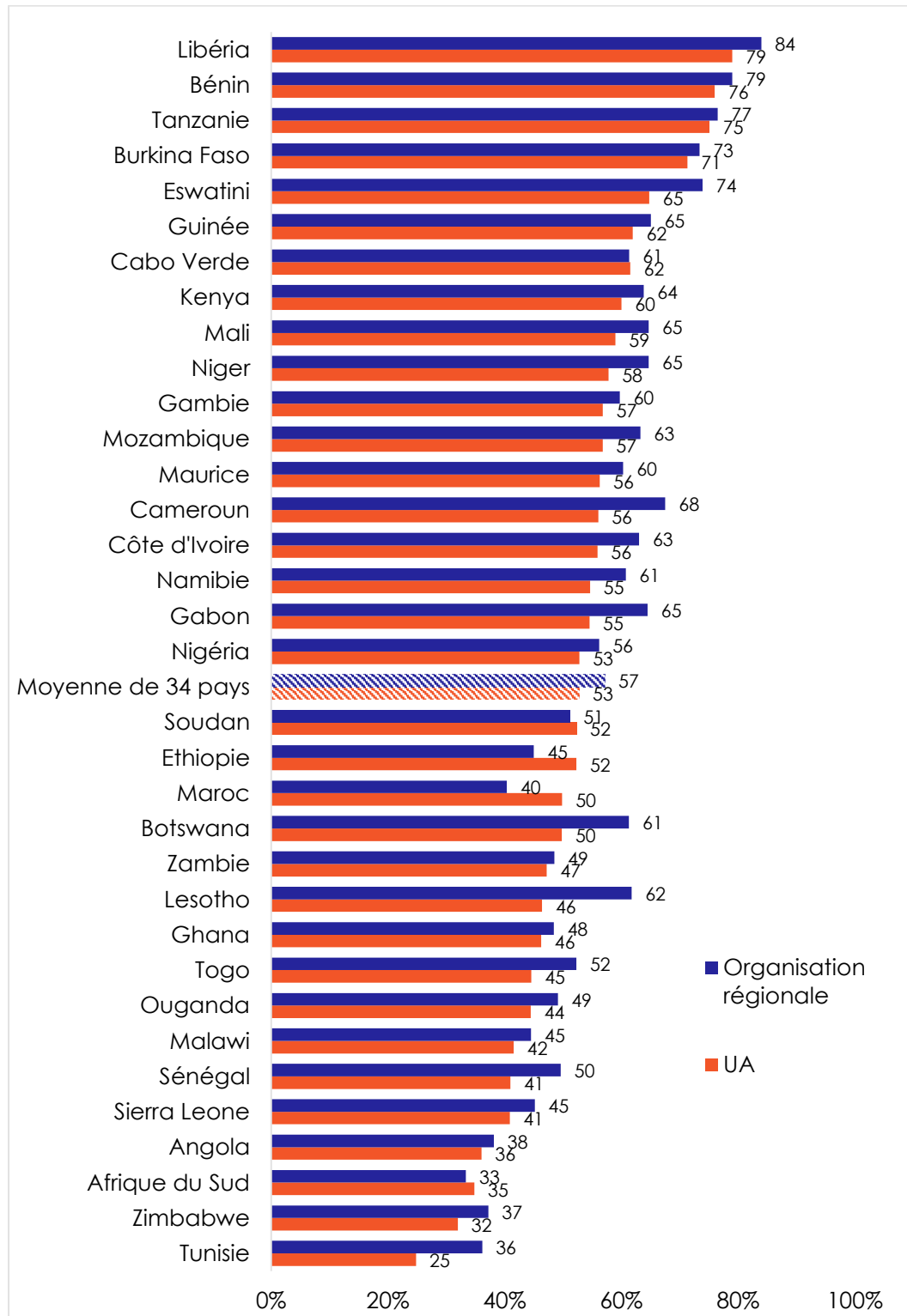
La Russie ne recueille des évaluations majoritairement favorables que dans trois pays – la Guinée (63%), le Mali (56%) et le Burkina Faso (55%) – alors que des majorités dans la plupart des pays sont plutôt neutres que négatives.

L'influence de la superpuissance régionale est la mieux appréciée au Niger (89%), au Bénin (86%), en Eswatini (73% en référence à l'Afrique du Sud) et en Tunisie (73%, en référence à l'Algérie).

Plus de huit sur 10 Cabo Verdiens (85%) considèrent l'influence de leur ancienne puissance coloniale positive, mais seulement un sur quatre Ethiopiens (24%) et Gabonais (25%) partagent ce point de vue.

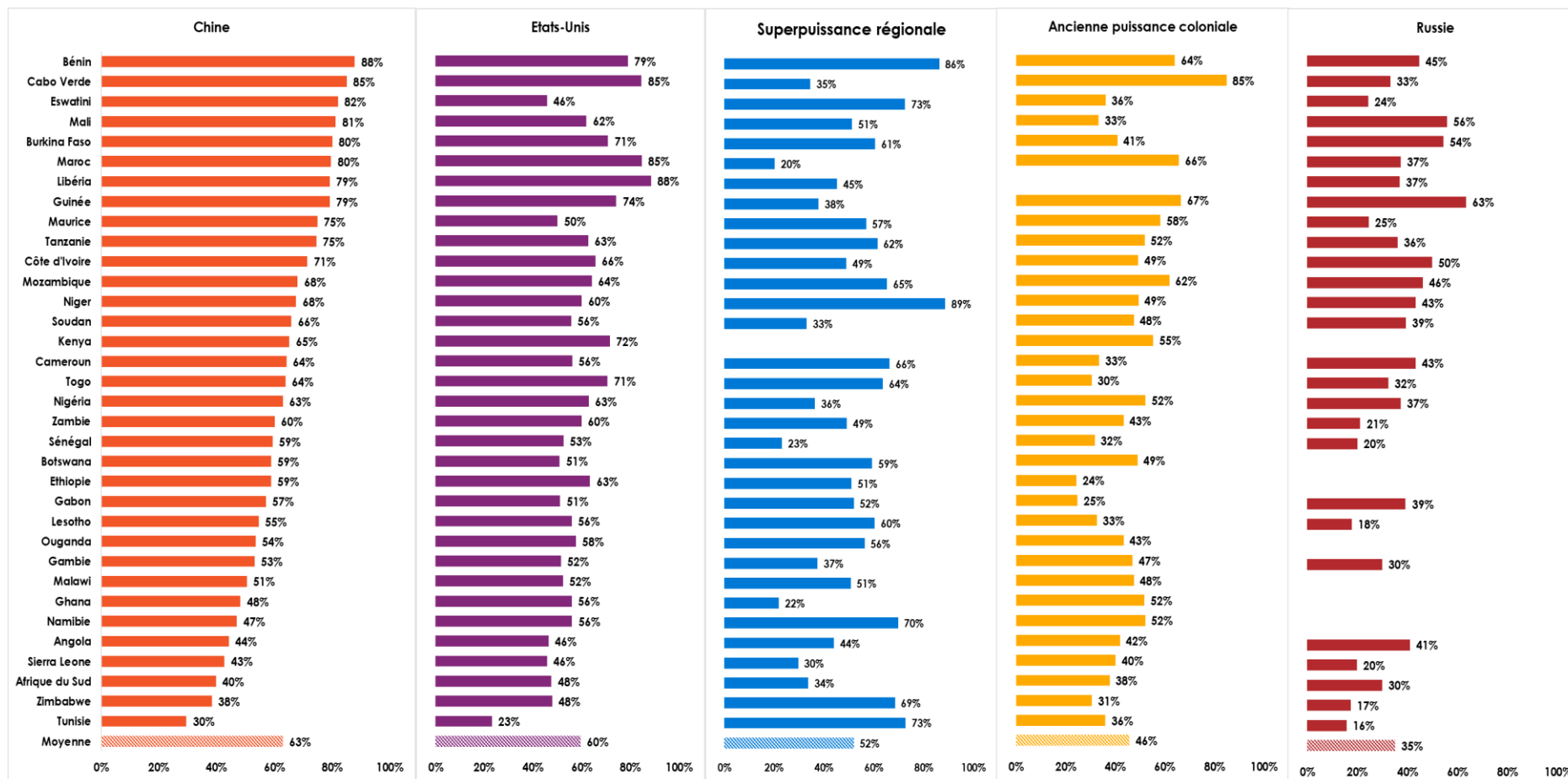
Le sondage révèle également des tendances intéressantes par pays. En général, le Bénin et le Cabo Verde ont une haute opinion des puissances extérieures, mais dans ce dernier pays, cela exclut la superpuissance régionale (le Nigéria) et la Russie. Aucune des influences extérieures n'est considérée très positive en Angola, en Sierra Leone ou en Afrique du Sud. Quant aux Tunisiens, ils partagent de faibles évaluations positives (16%-36%) pour toutes les influences extérieures, à l'exception de l'Algérie, considérée comme la superpuissance régionale (73%). Au Ghana, au Malawi, en Ouganda et en Éthiopie, les évaluations positives des influences extérieures varient généralement de faibles à modérées.

**Figure 12 : Evaluation de l'influence de l'UA et des organisations régionales | 34 pays**  
 | 2019/2021



**Question posée aux répondants :** En général, pensez-vous que l'influence économique et politique sur [ce pays] de chacun des organisations et pays suivants est plutôt positive, plutôt négative, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui répondent « plutôt positive » ou « plutôt positive »)

Figure 13 : Evaluation de l'influence des superpuissances | 34 pays\* | 2019/2021

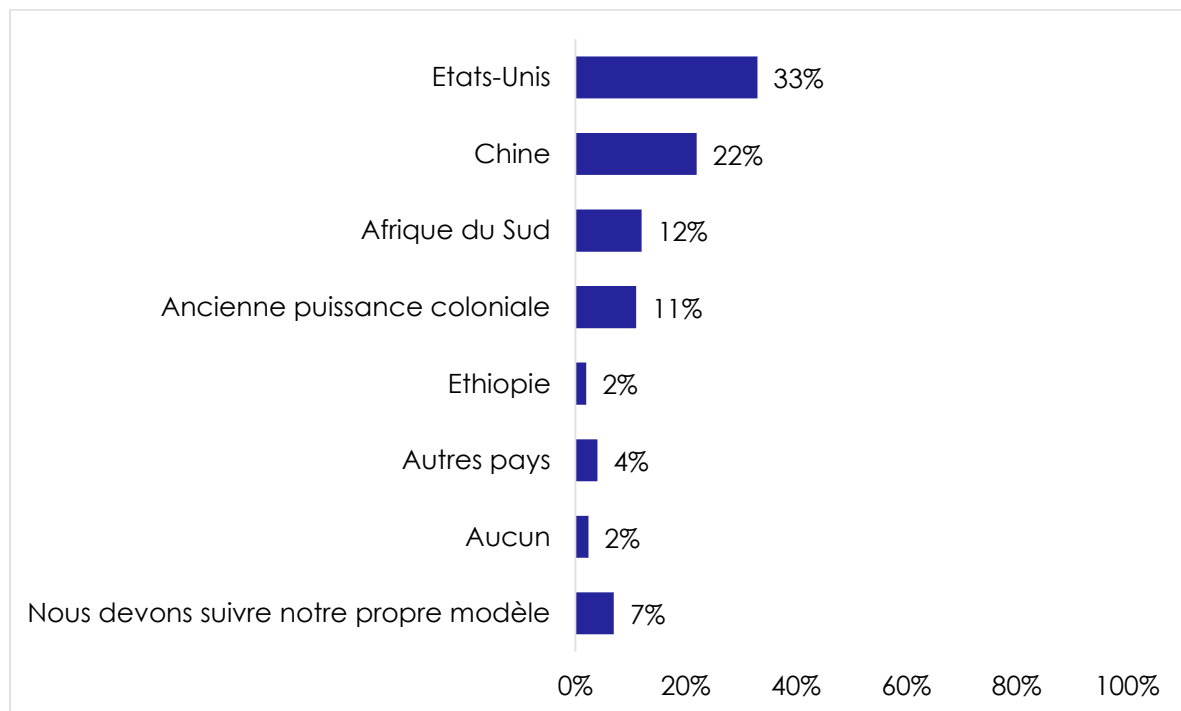


**Question posée aux répondants :** En général, pensez-vous que l'influence économique et politique sur [ce pays] de chacun des organisations et pays suivants est plutôt positive, plutôt négative, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui répondent « plutôt positive » ou « plutôt positive »)

\*Note: La question portant sur l'influence d'une superpuissance régionale n'a pas été posée au Kenya, de même que celle portant sur l'influence de la Russie n'a pas été posée au Botswana, en Éthiopie, au Ghana, au Kenya, au Malawi, en Namibie et en Ouganda.

Quant au meilleur modèle de développement pour leur pays, les Africains sont les plus susceptibles de mentionner les Etats-Unis (33%) (Figure 14). La Chine vient en deuxième position (22%), tandis qu'ils sont beaucoup moins nombreux à préférer l'Afrique du Sud (12%) ou leur ancienne puissance coloniale (11%), et 7% estiment que leur pays devrait suivre son propre modèle.

**Figure 14 : Meilleur modèle de développement | 34 pays | 2019/2021**

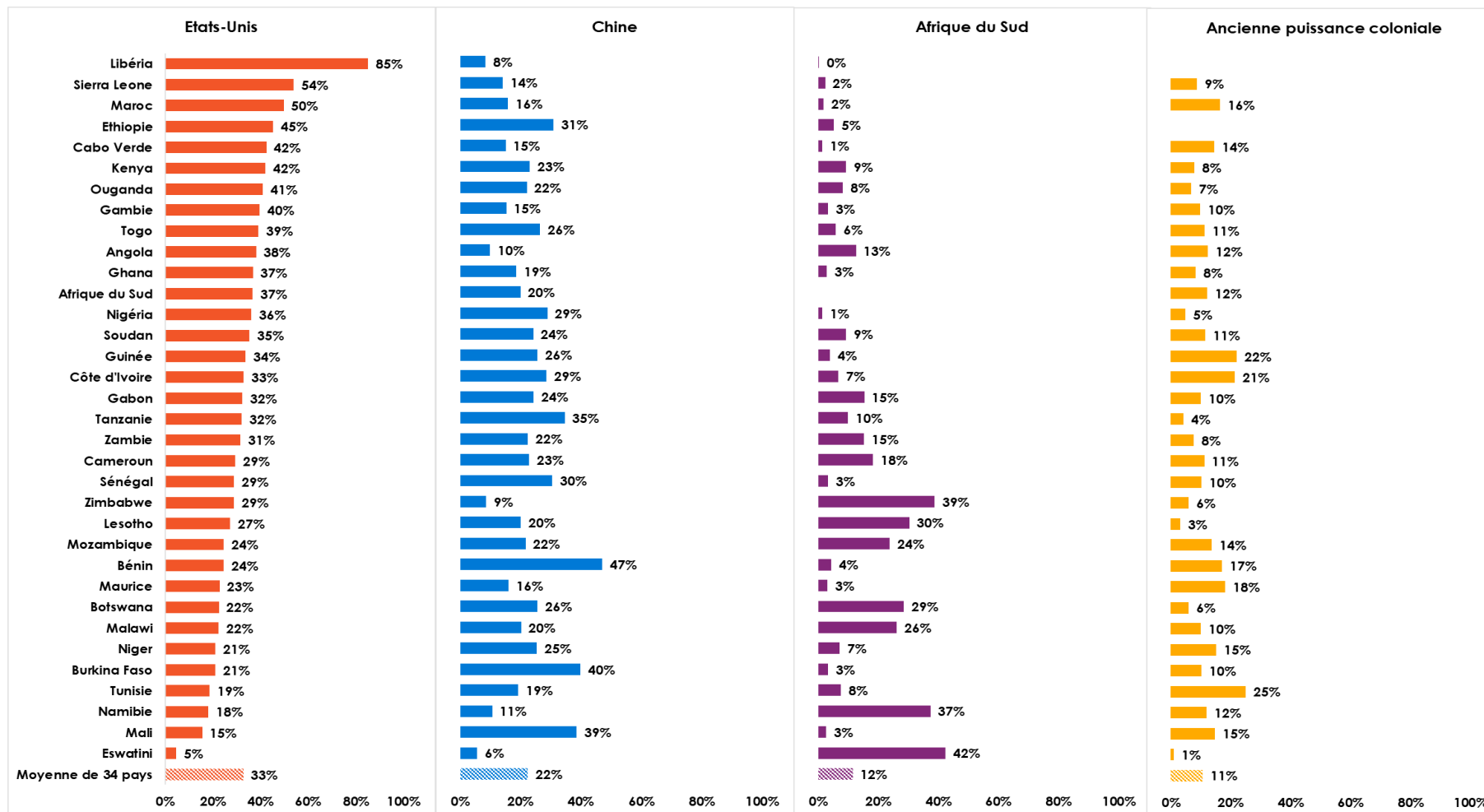


**Question posée aux répondants :** A votre avis, lequel des pays suivants, le cas échéant, serait le meilleur modèle de développement futur de notre pays, ou y a-t-il un autre pays en Afrique ou ailleurs qui devrait être notre modèle ?

La préférence populaire est la plus forte pour le modèle américain dans 19 des 34 pays, le Libéria en tête (85%) (Figure 15). La Chine recueille ses meilleures appréciations au Bénin (47%), au Burkina Faso (40%) et au Mali (39%).

En Tunisie, le modèle de l'ancienne puissance coloniale (la France) recueille le plus de voix (25%), tandis que les États-Unis et la Chine sont à égalité avec 19% chacun. En tant qu'ancienne puissance coloniale, la France obtient également de bons résultats en Guinée (22%) et en Côte d'Ivoire (21%), même si les États-Unis et la Chine affichent des scores plus élevés. Le modèle sud-africain surclasse les États-Unis et la Chine dans les pays voisins du Zimbabwe (39%), de la Namibie (37%), du Lesotho (30%), du Botswana (29%) et du Malawi (26%).

Figure 15 : Meilleur modèle de développement | 34 pays | 2019/2021



**Question posée aux répondants :** A votre avis, lequel des pays suivants, le cas échéant, serait le meilleur modèle de développement futur de notre pays, ou y a-t-il un autre pays en Afrique ou ailleurs qui devrait être notre modèle ?



## Conclusion

La ZLECA pourrait avoir le potentiel de créer des opportunités de développement local par le biais d'un marché libre inclusif. Le succès de la ZLECA dépendra toutefois de la facilité des échanges transfrontaliers de biens et services, ainsi que des avantages potentiels qu'en tirera l'Africain lambda. Les citoyens de 34 pays sont également divisés sur la question de savoir s'il faudrait ouvrir les frontières au commerce ou les fermer pour protéger les producteurs locaux. Des attitudes aussi négatives ou incertaines à l'égard du libre-échange pourraient donc encore constituer un sérieux handicap pour la ZLECA, notamment dans les pays (tels que la Tunisie, le Sénégal, le Lesotho, le Botswana et l'Afrique du Sud) où les sentiments protectionnistes sont les plus prononcés.

Mais les aspects concrets de la circulation transfrontalière des biens et des personnes seront également déterminants, et il y a beaucoup à faire dans ce domaine. À l'heure actuelle, deux tiers des Africains de 34 pays éprouvent des difficultés à se déplacer dans leur région, y compris pour travailler, et la situation s'est considérablement aggravée au cours des dernières années. Et ce, malgré le fait que la majorité des Africains sont favorables à la libre circulation transfrontalière des personnes et des biens. Les politiques visant à assouplir les réglementations et à réformer les contrôles aux frontières, avec une attention particulière pour la promotion de la représentation des Africains en situation d'exclusion économique, seront essentielles au succès d'une zone de libre-échange.

La perception de la promotion de l'interconnexion varie considérablement d'un pays à l'autre, ce qui met en évidence les dynamiques locales qui sous-tendent la facilitation de la ZLECA. L'un des moyens d'y remédier pourrait être la mise en place d'organismes de contrôle régionaux autonomes chargés d'évaluer les difficultés nationales et de formuler des recommandations permettant de surmonter les entraves locales et régionales au succès de la ZLECA.

Le renforcement de l'interconnexion en vue de consolider la paix et de construire des nations autonomes requiert un accès étendu à la zone de libre-échange pour les Africains ordinaires. Dans le cas contraire, la ZLECA ne parviendra pas à profiter de la main-d'œuvre, des compétences et des connaissances de ces mêmes populations qui détermineront son succès.

## Références

- Abrego, L., et al. (2020). The African Continental Free Trade Area: Potential economic impact and challenges. Rapport de discussion n° 20/04 du personnel du FMI.
- African Business. (2021). Understanding the AfCFTA.
- Albert, T. (2019). The African Continental Free Trade Agreement: Opportunities and challenges. Geneva: CUTS International.
- Banque Mondiale. (2020a). The African Continental Free Trade Area: Economic and distributional effects.
- Banque Mondiale. (2020b). The global economic outlook during the COVID-19 pandemic: A changed world.
- Chudik, A., Mohaddes, K., Hashem Pesaran, M. K., Raissi, M., & Rebucci, A. (2020). Economic consequences of Covid-19: A counterfactual multi-country analysis. VoxEU/CEPR.
- Erasmus, G. (2020). The AfCFTA's institutions are vital for effective implementation. Tralac (Trade Law Centre).
- Fonds Monétaire International. (2020). World Economic Outlook databases. 13 octobre.
- Hawker, E. (2020). COVID-19: The impact on developing economies. BusinessBecause.
- Human Rights Watch. (2020). South Africa: Widespread xenophobic violence. 17 septembre.
- Mattes, R. (2020). Lived poverty on the rise: Decade of living-standard gains ends in Africa. Document de Politique N° 62 d'Afrobarometer.
- Programme des Nations Unies pour le Développement. (2020). Données sur le développement humain.
- Sanny, J.A.N., Logan, C., & Gyimah-Boadi, E. (2019). A la recherche d'opportunités : En Afrique, les jeunes et les instruits sont plus susceptibles de penser à émigrer. Dépêche d'Afrobarometer No. 288.
- Sanny, J. A. N., & Selormey, E. (2020). Africans regard China's influence as significant and positive, but slipping. Dépêche d'Afrobarometer No. 407.
- Stuurman, Z. (2020). Citizens of Southern African Customs Union hold mixed views on free trade and open borders. Dépêche d'Afrobarometer No. 411.
- Wintour, P. (2021). UK diplomats told to cut up to 70% from overseas aid budget. Guardian. 26 janvier.

## Annexe

**Tableau A.1 : Dates des travaux de terrain du Round 8 d'Afrobarometer et des rounds précédents | 34 pays | 2019/2021**

Pays	Travaux de terrain du Round 8	Rounds d'enquêtes précédents
<b>Afrique du Sud</b>	Mai-juin 2021	2000, 2002, 2006, 2008, 2011, 2015, 2018
<b>Angola</b>	Nov.-déc. 2019	N/A
<b>Bénin</b>	Nov.-déc. 2020	2005, 2008, 2011, 2014, 2017
<b>Botswana</b>	Juillet-août 2019	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
<b>Burkina Faso</b>	Déc. 2019	2008, 2012, 2015, 2017
<b>Cabo Verde</b>	Déc. 2019	2002, 2005, 2008, 2011, 2014, 2017
<b>Cameroun</b>	Fév.-mars 2021	2013, 2015, 2018
<b>Côte d'Ivoire</b>	Nov. 2019	2013, 2014, 2017
<b>Eswatini</b>	Mars-avril 2021	2013, 2015, 2018
<b>Ethiopie</b>	Déc. 2019-jan. 2020	2013
<b>Gabon</b>	Fév. 2020	2015, 2017
<b>Gambie</b>	Fév. 2021	2018
<b>Ghana</b>	Sept.-oct. 2019	1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
<b>Guinée</b>	Nov.-déc. 2019	2013, 2015, 2017
<b>Kenya</b>	Août-sept. 2019	2003, 2005, 2008, 2011, 2014, 2016
<b>Lesotho</b>	Fév.-mars 2020	2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
<b>Libéria</b>	Oct.-déc. 2020	2008, 2012, 2015, 2018
<b>Malawi</b>	Nov.-déc. 2019	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
<b>Mali</b>	Mars-avril 2020	2001, 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017
<b>Maroc</b>	Fév. 2021	2013, 2015, 2018
<b>Maurice</b>	Nov. 2020	2012, 2014, 2017
<b>Mozambique</b>	Mai-juillet 2021	2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2018
<b>Namibie</b>	Août 2019	1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014, 2017
<b>Niger</b>	Oct.-nov. 2020	2013, 2015, 2018
<b>Nigéria</b>	Jan.-fév. 2020	2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015, 2017
<b>Ouganda</b>	Sept.-oct. 2019	2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2017
<b>Sénégal</b>	Déc. 2020-janvier 2021	2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017
<b>Sierra Leone</b>	Mars 2020	2012, 2015, 2018
<b>Soudan</b>	Fév.-avril 2021	2013, 2015, 2018
<b>Tanzanie</b>	Fév.-mars 2021	2001, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
<b>Togo</b>	Déc. 2020-janvier 2021	2012, 2014, 2017
<b>Tunisie</b>	Fév.-mars 2020	2013, 2015, 2018
<b>Zambie</b>	Nov.-déc. 2020	1999, 2003, 2005, 2009, 2013, 2014, 2017
<b>Zimbabwe</b>	Avril-mai 2021	1999, 2004, 2005, 2009, 2012, 2014, 2017

**Josephine Appiah-Nyamekye Sanny** est en charge du transfert des technologies à Afrobarometer. Email : [jappiah@afrobarometer.org](mailto:jappiah@afrobarometer.org).

**Jaynisha Patel** est chef du projet Inclusive Economies à l'Institute for Justice and Reconciliation, implanté au Cap, en Afrique du Sud. Email : [jpatel@ijr.org.za](mailto:jpatel@ijr.org.za).

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherche. La coordination régionale de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'Université de Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le Round 8 d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, d'Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix, du National Endowment for Democracy, de Freedom House, de l'ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de la GIZ, et de Humanity United.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)) ou contacter Bruno van Dyk ([bruno.v.dyk@afrobarometer.org](mailto:bruno.v.dyk@afrobarometer.org)) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Veuillez visiter le site internet [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org), pour plus d'informations.

Suivez nos publications grâce au mot clé #VoicesAfrica.



Dépêche d'Afrobarometer No. 492 | 23 novembre 2021